

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 10/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE

6 rue Cognac Jay
75007 Paris

Références : 2024-854 - VAT20240620
Code AIOT : 0010000633

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté 37 rue de Cercelé BP 125 37301 Joué-lès-Tours. L'inspection a été annoncée le 22/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
- 37 rue de Cercelé BP 125 37301 Joué-lès-Tours
- Code AIOT : 0010000633
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°13 058 du 5 septembre 1989

modifié et complété par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires.

Le site de Joué-Lès-Tours assure la fabrication et le conditionnement de gaz industriels. Les activités industrielles incluent :

- la production et le conditionnement de l'acétylène (usine Acétylène) ;
- le stockage de gaz industriels en bouteilles et cadres ;
- l'inspection des bouteilles et cadres (atelier ALIS).

L'activité de conditionnement d'autres gaz divers (usine CCOAM ou Centre de Conditionnement O₂, Argon et Mélanges (CO₂, Azote et Hélium)) a récemment été arrêtée sur le site de Joué-les-Tours et les volumes ont été repris sur le site de Carquefou.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Confinement des eaux incendie (D2+D3 de la visite d'inspection du 12/06/20)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Rétention de la cuve d'acétone (NC3 de la visite d'inspection du 12/06/20)	Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 6 – I.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Modifications des conditions d'exploitation - rub. 4442	Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Armoire produits chimiques (D1	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	de la visite d'inspection du 12/06/2020)			
5	Stockage de gaz lors du stationnement des camions	AP Complémentaire du 17/01/2008, article 14.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
7	Rétention DMF	Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article Article 6. I.3.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 27/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire [...]. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. [...]</p>
Constats :

Lors de la visite d'inspection du 27/10/2023, le constat suivant avait été formulé : « L'état des stocks est incomplet et présente des incohérences. ».

Le 08/01/2024, l'exploitant a transmis par courriel les éléments de réponse suivants : « Le fichier présenté lors de votre inspection du 27 octobre dernier, a été complété. Pour exemple, veuillez trouver en annexe une extraction à la date du 4 janvier 2024. [...] », et a également apporté des précisions sur la lecture de l'état des stocks.

Lors de la visite d'inspection du 04/12/2024, l'état des stocks daté du même jour a été présenté. L'état des stocks récapitule par rubrique ICPE la quantité totale de produits présents sur site. Les mentions de dangers sont renseignées. Les déchets d'aérosols sont pris en compte et la quantité de lait de chaux présente sur site est également renseignée avec les mentions de dangers associées.

L'exploitant précise que l'état des stocks est mis à jour quotidiennement et est facilement accessible en dehors du site.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétention de la cuve d'acétone (NC3 de la visite d'inspection du 12/06/20)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 6 – I.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des ruptures et des fuites

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Les sols des dépôts de matières inflammables en récipients, en fûts ou conteneurs seront imperméables et incombustibles [...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 27/10/2023, le constat suivant avait été formulé : « L'exploitant doit transmettre les justificatifs de l'étanchéité de la rétention de la cuve d'acétone. ».

Le 08/01/2024, l'exploitant a transmis par courriel le compte-rendu du test d'étanchéité réalisé du 15 au 16 novembre 2023 (test conforme) et a apporté les précisions suivantes : « Un test annuel d'étanchéité sera réalisé en plus du contrôle mensuel de la vanne d'évacuation (suivi dans notre GMAO Minimaint). Application tous les 2 ans d'une couche de résine. ».

Lors de la visite d'inspection du 04/12/2024, l'exploitant a présenté le compte-rendu du dernier test d'étanchéité réalisé du 18 au 19 septembre 2024 : le test était conforme (photos justificatives

+ suivi des précipitations durant le test inclus dans le compte-rendu). Ce test annuel est suivi au niveau de la GMAO et est repris sur la fiche EIS « Bac de rétention cuve acétone ». L'exploitant a également présenté le bon de commande ainsi que le permis de travail (daté du 05/11/2024) pour l'application de la couche de résine. L'inspection a constaté sur site qu'une résine avait récemment été appliquée sur la rétention de la cuve acétone. Le contrôle visuel de l'état de cette rétention est satisfaisant.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Modifications des conditions d'exploitation - rub. 4442

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article 4

Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier et modifications

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Les installations seront situées et installées conformément aux plans joints et à la demande d'autorisation. Tout projet de modification de ces plans devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une demande au Préfet.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 27/10/2023, le constat suivant avait été formulé : « L'exploitant doit régulariser sa situation :

- en complétant son dossier de porter à connaissance en intégrant les éléments concernant la nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;
- ou en cessant l'activité concernée par le courrier du 04/09/2022, et en procédant à la remise en état conformément aux mesures prévues par l'article R. 512-39-1. ».

Le 08/01/2024, l'exploitant a transmis un porter à connaissance intégrant l'annulation de la demande antérieure pour la nouvelle rubrique 4442.

Lors de la visite d'inspection du 04/12/2024, l'exploitant a confirmé l'annulation de sa demande antérieure. L'état des stocks daté du même jour et consulté en séance a permis de confirmer qu'aucune quantité relevant de la rubrique 4442 n'était présente sur site.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Armoire produits chimiques (D1 de la visite d'inspection du 12/06/2020)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Risques accidentels, Règles de gestion des rétentions et stockages associés

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

[...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 27/10/2023, le constat suivant avait été formulé : « L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la justification de la compatibilité des produits stockés dans l'armoire "produits chimiques". ».

Le 08/01/2024, l'exploitant a indiqué avoir mis en place une documentation spécifique au niveau de l'armoire « produits chimiques ».

Lors de la visite d'inspection du 04/12/2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'armoire « produits chimiques » contenait des produits différents, majoritairement de type peintures, en petites quantités. Un document affiché sur l'armoire précise les détails des produits chimiques stockés, leurs mentions de dangers, les consignes incendie, les consignes de stockage et la comptabilité des produits entre eux : aucune incompatibilité n'a été identifiée entre les produits stockés.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockage de gaz lors du stationnement des camions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/01/2008, article 14.1

Thème(s) : Situation administrative, Etude de dangers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étude de dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui peut demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 27/10/2023, le constat suivant avait été formulé : « Le stockage de gaz réalisé sur le site de Joué-lès-Tours dans le cadre du stationnement des camions doit être pris en compte, en particulier l'étude de dangers doit être mise à jour. ».</p> <p>Le 08/01/2024, l'exploitant a transmis par courriel la version mise à jour de son étude de dangers. L'activité de la zone de stationnement des semi-remorques et les risques liés aux volumes chargés et en transit ont été pris en compte et deux nouveaux scénarios ont été ajoutés à l'analyse préliminaire des risques : aucun des scénarios ou phénomènes dangereux répertoriés par l'exploitant dans l'étude de dangers mise à jour n'induit des effets sortant des limites de propriété du site.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 04/12/2024, l'inspection des installations classées a interrogé l'exploitant sur les mesures de prévention et de détection des scénarios listés dans l'étude de dangers en lien avec le stationnement des camions. L'exploitant a présenté le protocole de sécurité permanent concernant les opérations de chargement et/ou de déchargement établi avec la société de transport le 09/06/2023. Ce protocole liste l'ensemble du personnel habilité pour les opérations, rappelle le plan et les règles de circulation sur site et synthétise les risques spécifiques, les événements redoutés et les mesures préventives associées.</p> <p>Conclusion : L'écart précédemment identifié est levé. L'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04 novembre 2022 est respecté. Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 6 : Confinement des eaux incendie (D2+D3 de la visite d'inspection du 12/06/20)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 08/01/2024
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. [...]

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

[...] Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 27/10/2023, le constat suivant avait été formulé : « L'exploitant doit prendre en compte le volume d'eau du réseau IGA dans le calcul du dimensionnement des rétentions (selon le document technique D9A). Il doit justifier les dimensions du bassin de rétention et son caractère étanche. ».

Lors de la visite d'inspection du 04/12/2024, l'exploitant a présenté la note de calcul hydraulique réalisée par l'entreprise SADE pour le dimensionnement du bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie (note de calcul mise à jour le 27/06/2024). La note de calcul prend notamment en compte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, la méthodologie de calcul de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ainsi que les prescriptions du SDAGE Loire-Bretagne. Le besoin pour le volume de rétention des eaux pluviales polluées, calculé conformément au document technique D9A, s'élève à 720 m³.

Le volume utile pour le bassin du site est évalué à 782 m³ : ce volume intègre le volume de rétention de 720 m³ et prend également en compte le tamponnage des eaux de pluie (réalisé en partie grâce à un stockage en réseau). La note de calcul hydraulique précise que la capacité actuelle du bassin s'élève à 450 m³, contrairement au volume de 1354 m³ indiqué lors de la visite d'inspection du 27/10/2023.

Concernant la prise en compte du volume d'eau du réseau d'extinction automatique incendie IGA dans le calcul du volume de rétention des eaux pluviales polluées, l'exploitant précise que ces eaux sont récupérées via un circuit fermé grâce à la présence sur site d'un bassin de récupération d'environ 67 m³ (vue sur site par l'inspection des installations classées).

Pour réaliser les travaux d'étanchéité et de mise en conformité du bassin de confinement du site, l'exploitant a publié un appel d'offres, clôturé le 15/11/2024. Une revue technique a été réalisée sur site le 21/11/2024 avec les candidats. L'exploitant envisage de retenir la meilleure offre avant fin 2024. Selon le planning prévisionnel des travaux indiqué par l'exploitant, le démarrage des travaux aurait lieu fin mars ou début avril 2025, et les travaux dureraient 4 à 6 semaines.

Conclusion :

L'écart précédemment identifié est partiellement reconduit et complété : « L'exploitant n'est pas

en mesure de justifier qu'il dispose du volume suffisant pour recueillir et confiner l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du caractère étanche du bassin de confinement. ». L'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04 novembre 2022 n'est pas respecté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Rétention DMF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/1989, article Article 6. I.3.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des ruptures et fuites

Prescription contrôlée :

Les sols des dépôts de matières inflammables en récipients, en fûts ou conteneurs seront imperméables et incombustibles et formeront une cuvette de rétention de capacité au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 30 % de la capacité globale des réservoirs en récipients associés.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 04/12/2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence de deux fûts de DMF devant l'atelier visite matière poreuse. Chacun des deux fûts, d'une capacité individuelle de 200 L, est stocké dans un box de rétention dédié, sécurisé, et intégrant une capacité de rétention suffisante.

Conclusion :

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite